



Intervention de Michel Moyrand
Maire de Périgueux
CONGRES AATF (25 juin 2010 – Théâtre de Périgueux)

Quel drôle d'idée de venir faire un congrès d'administrateurs territoriaux à Périgueux ! Loin des grandes métropoles, en zone presque rurale ! Venir dans une petite ville, à peine 30 000 habitants, dans une petite agglomération, à peine 100 000 habitants dans l'aire urbaine. Si encore vous aviez choisi la capitale régionale ! Mais non vous êtes venus vous perdre dans un département à la marge, en périphérie, loin des lignes TGV et des autoroutes qui conduisent à Paris.

C'est terriblement provincial. Ne craignez-vous pas d'être relégué loin des grandes problématiques qui agitent la France ?

Pourtant, à y regarder de plus près, peut-être est-ce justement dans des villes comme Périgueux que doivent se tenir des congrès comme celui que vous organisez ? Peut-être n'y-a-t-il pas de meilleur endroit pour parler des équilibres territoriaux et de l'aménagement du territoire.

Alors que des réformes en cours ou déjà adoptées bouleversent la présence de l'Etat, la question de la solidarité est plus que jamais brûlante. Devons-nous accepter sans broncher ce qui est en train de se construire ou plutôt de se déconstruire ? Dans vos malles se trouve un texte qui a été écrit il y a quelques années, par une personnalité locale.

Ce jeune homme avait juste 18 ans. Il s'appelait Etienne de la Boétie. C'était en 1548 et son « discours de la servitude volontaire », est toujours d'actualité.

« La première raison de la servitude volontaire, c'est l'habitude ». Rompons donc pour quelques heures ces habitudes d'obéissance pour réfléchir ensemble sur « les territoires dans tous leurs états ». Pour cela je partirai d'un rapport déjà ancien de la DATAR, de 2002, qui essayait de tracer des perspectives pour « la France de 2020 ». 3 scénarii était présentés :

- Un centralisme rénové, c'est-à-dire une étoile de LEGRAND actualisée, symbole d'un jacobinisme persistant ;

- Une France en archipel, c'est-à-dire une France fragmentée, une France des égoïsmes et des communautarismes territoriaux, tournés vers l'extérieur, guidée par les échanges internationaux et les forces du marché ;

- Enfin, un polycentrisme maillé, 3ème scénario idéal mais encore improbable et incertain. Dans ce schéma, il est question de plusieurs pôles urbains qui entreraient en relation avec les villes moyennes environnantes. Nous aurions alors une France maillée avec des grandes métropoles responsables de leur environnement et, en-dessous, les régions, les départements, les communautés d'agglomérations et communautés de communes. Nous aurions alors vraiment une France décentralisée.

Poussons encore cette hypothèse. Jusqu'où faut-il faire vivre des français pour construire un territoire cohérent ? Ne faut-il pas sacrifier certains territoires, les abandonner quitte à créer des déserts français ?

Cela permettrait de concentrer les forces et les moyens dans des clusters ou des pôles de compétitivité pour que la France joue un rôle renforcé, dans cette globalisation qui agrègent les individus dans des « poches » de richesse, tandis que ceux qui restent à la périphérie se condamnent à la marginalisation ?

Vous l'avez compris, je me fais évidemment l'avocat de ce diable simpliste qui vise à présenter ces tendances centripètes comme des vérités. Je pense bien au contraire que les territoires ruraux ont un avenir, que s'abandonner à la facilité de la concentration ne fait qu'accentuer les maux des grands centres urbains : insécurité, pollution, isolement des plus fragiles etc...etc...Vous connaissez la fameuse phrase d'Henry MONNIER « On devrait construire les villes à la campagne, l'air y est tellement plus pur ! », d'ailleurs faussement attribué à Alphonse ALLAIS. Les humoristes sont parfois un peu visionnaires, car il est difficile aujourd'hui de savoir où commencent les villes et où s'arrête la campagne.

Un maire dans une agglomération moyenne est confronté chaque jour à la nécessité de créer du lien entre les individus et les territoires. Le développement territorial c'est gagner ensemble et pas les uns contre les autres. Les sirènes qui ont chanté pour inspirer la réforme territoriale en cours chantaient faux et ne voyaient pas clair, même si le texte adopté le 8 juin a été bien amélioré par les députés et si le passage au Sénat devrait le perfectionner encore. Cette réforme est encore une occasion manquée. Sous prétexte de vouloir en finir avec les départements - car d'Attali à Attila il y a peu - elle va porter gravement atteinte à l'intérêt régional et ne règlera pas le cœur de l'enjeu territorial actuel : les rapports et le positionnement des communes avec leur intercommunalité.

Il est dommage que les gens qui rédigent les projets de lois lisent si peu les rapports de la Cour des Comptes et du Parlement. Ils y verraient des choses intéressantes au sujet d'une décentralisation inaboutie, de transferts de compétence contestés et jamais ou très rarement intégralement compensés, sur l'émergence contrariée du niveau régional, sur des dotations de l'Etat complexes et insuffisamment péréquatrices, d'un Etat équivoque dans sa volonté de décentralisation. Bref ! la future réforme va créer de nouveaux échelons et ne pas régler les problèmes essentiels. Certes un brin de démagogie poujadiste de bon aloi va permettre de réduire le nombre d'élus. Certes la réforme de la taxe professionnelle a permis de remplacer une loi de 3 pages en 1975 par une autre de 135 en 2009. « Les longues lois sont des calamités publiques » disait Saint-Just. Je crains que celle-ci ne fasse référence en la matière. Comme l'illustre le rapport du sénateur MEZARD de février 2010 et la plupart des analyses, la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises ne va pas simplement reconduire les inégalités entre collectivités mais elle pourrait les aggraver. Au lieu de parler de garantie de ressources, qui est la garantie des riches d'être toujours riches, il aurait fallu aller au fond du délicat dossier de la péréquation.

Le jardin à la française espérée ne sera qu'une jungle incohérente. Grâce à la RGPP et au retour de tentations jacobines, la décentralisation ressemble de plus en plus à un système étrange, une déconcentration qui s'accompagne d'un Etat qui est de plus en plus modeste, pour devenir presque absent dans les moyens qu'il donne, et toujours plus présent dans les normes qu'il prétend imposer.

La dernière et incroyable trouvaille, summum d'une pensée réduite à une police d'assurance, consiste en ce système de « bonus-malus », carotte pour indexer les dotations de l'Etat en fonction de la baisse des dépenses des collectivités, comme si la dépense publique était par définition nocive.

Les collectivités territoriales assurent 73% de l'investissement public avec 21% des dépenses. Le taux d'investissement (plus de 20%) est proche de celui des entreprises : il est juste 12 fois celui de l'Etat (moins de 2%), qui est donc tout à fait fondé à donner des leçons de vertu en matière de gestion.

Qu'est-ce qu'il aurait fallut-faire, comment conviendrait-il d'échafauder ces réformes ? Peut-être davantage co-construire ces projets avec les associations d'élus et les associations de techniciens, comme l'association des administrateurs territoriaux. Parler de décentralisation et d'organisation territoriale avec les gens qui la font vivre tous les jours, cela aurait peut-être été utile.

Vous allez donc échanger aujourd'hui autour de ces réformes qui vont nous toucher et parler d'aménagement du territoire. Vous avez choisi pour cela la bonne ville, le bon département. Vous le faites dans une ville pleine de projets de développement, soucieuse de ces infrastructures puisqu'elle se bat, avec le soutien du Conseil Régional et de son Président Alain ROUSSET, qui va intervenir tout à l'heure, pour mettre Périgueux, via le TGV de Limoges à 3 heures de Paris. Bien sûr ce n'est pas pour demain mais ce sont ces combats longs qui amènent les gains les plus importants.

Je suis heureux de vous accueillir dans notre belle ville, dans ce théâtre. Toutes les collectivités (le Conseil Régional et son Président Alain ROUSSET – le Conseil Général et son Président Bernard CAZEAU – la Communauté d'Agglomération Périgourdine et son Président Claude BERIT-DEBAT) se sont mobilisées pour vous accueillir dans les meilleures conditions.

Je vais conclure en cédant la parole à Monsieur Henry MILLER, juste avant votre Président Jean-Christophe BAUDOIN, Henry MILLER qui dit des choses belles et justes à propos de la Dordogne dans *Le colosse de MAROUSSI*, choses pas totalement dépourvues de lien avec vos débats d'aujourd'hui : « La Dordogne, c'est la terre d'enchantement que les poètes ont seuls le droit de revendiquer. L'approximation la plus voisine du paradis sur le chemin de la Grèce. Rien ne m'empêchera de croire que cette grande et pacifique région de France est destinée à demeurer éternellement un lieu saint pour l'homme et que, lorsque la grande ville aura fini d'exterminer les poètes, leurs successeurs trouveront ici refuge et berceau. Il se peut qu'un jour la France cesse d'exister, mais la Dordogne survivra, tout comme les rêves dont se nourrit l'âme humaine ».

Bon travail, bon congrès, bon séjour

Je vous remercie